

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Lorraine : les promesses ne coûtent pas cher

Giscard a parlé. Comme par hasard le lendemain, Renault, Citroën, Peugeot annoncent 6 000 emplois ... pour 1983. Des créations d'emploi ? Il y a eu des promesses dans

### Giscard-Barre : les rôles sont bien répartis

**A**PEINE Giscard avait-il terminé son intervention bimestrielle à la télé qu'à grands renforts de publicité, Renault, Peugeot et Citroën annonçaient la création éventuelle de 6 000 emplois en Lorraine.

Après les 20 000 emplois de Messmer, après l'usine Ford, voilà maintenant Renault, Peugeot et Citroën qui se mettent à promettre des emplois en Lorraine.

De tout cela que faut-il croire ? Cette annonce vient comme par hasard après le discours de Giscard, essentiellement centré sur le contexte social.

Dans ce discours, il annonçait un plan contre le chômage sur deux ans, il annonçait aussi « des chances d'amélioration de la situation ».

Le lendemain matin, les flics intervenaient à Sonolor expulsant les ouvrières qui occupaient depuis trois mois pour empêcher les licenciements. Pendant ce temps-là, la grève continue à Usinor-Dunkerque.

Giscard qui prêche la sérénité est bel et bien entré dans la mêlée. Il sent trop le mécontentement gronder dans le pays, il voit des grèves, les occupations, les manifestations. Il ne peut ignorer tout cela.

Et ce n'est plus Barre qui peut rassurer les travailleurs, lui qui n'a que le mot austerité ou dégraissage à la bouche. Tandis que ses ministres font des projets pour rogner les droits démocratiques des travailleurs (droit d'affichage, droit de grève, droit de manifestation, mesures contre les immigrés) Giscard, lui, fait des promesses pour désamorcer les luttes.

Giscard se donne le beau rôle. Mais n'est-il pas le président de ces ministres qui s'attaquent aux droits démocratiques, qui lancent leurs flics sur les travailleurs, qui expulsent les travailleurs immigrés.

Quant à ses promesses, les travailleurs savent à quoi s'en tenir. Les rôles sont bien répartis mais derrière les acteurs différents, on reconnaît le même scénario. Giscard qui parle de sérénité va devenir de plus en plus agité, il ne pourra plus se tenir au-dessus de la mêlée comme il le voudrait.

Les travailleurs ne s'en laissent pas conter, ils n'apprécient pas les coups de matraques ni les licenciements, même assortis de promesses.

Léon CLADEL

le passé... jamais tenues. Croire à ces promesses ne serait-ce pas lacher la proie pour l'ombre ?



Les sidérurgistes et travailleurs de Lorraine exigent de conserver leur emploi. Gouvernement et patronat maintiennent les licenciements et font des promesses. Une ficelle vieille comme le capitalisme.

Voir article page 3

## Pour la première fois depuis 4 ans, le peuple cambodgien manquera de riz

**I**L y a trois mois et demi, quand 150 000 hommes de troupe vietnamiens ont envahi le Cambodge, on avait pu lire dans certains journaux que le sort du peuple cambodgien s'en trouverait amélioré. Peu nombreux étaient ceux qui, comme nous, disaient que les préoccupations des dirigeants vietnamiens n'étaient certainement pas humanitaires. Et aujourd'hui, la réalité est là.

Souvenons-nous déjà que l'invasion du Cambodge n'arien eu de pacifique : il a fallu le bombardement intensif de tous les axes

routiers et nœuds stratégiques pour occuper le pays. Drôle de façon de « libérer » un peuple de ses « tyrans » que de lui envoyer des bombes et même des gaz toxiques comme ce fut le cas à l'est du Cambodge.

### LIBRES DE MOURIR DE FAIM

Pour se présenter aux yeux du monde sous un jour très sympathique, le gouvernement fantoche installé par Hanoï avait présenté un programme d'apparence très humanitaire : l'un des points, par exemple, promettait au peuple de pouvoir revenir dans les villes. Or, comme a d'ailleurs été obligé de le montrer le film qui est passé la semaine dernière à la télé, les gens qui ont quitté

leur coopérative sont massés aux abords de la capitale mais... ils ne peuvent pas y rentrer. Plus dramatique encore : ils n'ont plus ni toit, ni nourriture, ni habit ni travail et sont soumis à la merci des autorités. Voilà sans doute ce que les dirigeants vietnamiens et leurs fantoches appellent la liberté : la liberté de crever de faim, oui !

Cette situation misérable est encore aggravée par le fait que l'armée d'occupation vietnamienne ne se gêne pas pour piller tout ce qui lui tombe sous la main, le riz, mais aussi les machines et les moteurs qui sont démontés sur place et emmenés par camions au Vietnam.

### PAS DE RECOLTE CETTE ANNÉE

Comble d'ironie pour cette invasion qui se prétendait « humanitaire » : pour la première fois depuis quatre ans, la récolte de riz ne suffira pas à nourrir la population. Déjà, les observateurs étrangers prévoient une famine sans précédent dans les zones sous contrôle vietnamien. Plusieurs raisons à cela : dans certains endroits, l'agression armée du Vietnam a empêché l'ensemencement des rizières, dans d'autres, les Vietnamiens

ont mis la main sur les réserves qu'ils ont pu trouver et, enfin, dans les régions contrôlées par l'occupant, l'administration mise en place par le gouvernement de Pol Pot a été démantelée si bien que les travaux collectifs, comme l'entretien des réseaux d'irrigation, ont été abandonnés, compromettant gravement l'avenir de la prochaine récolte.

### DES VILLAGEOIS EN OTAGE

Quant au comportement de l'armée vietnamienne, en voici un exemple édifiant rapporté par un patriote cambodgien réfugié en Thaïlande : à Varin, coopérative agricole à 50 km au nord de Siem Reap, les Vietnamiens ont ouvert le feu sur la population et poussé les survivants — femmes et enfants — devant eux pour se protéger des tirs des maquisards. Dans la province de Oddear Meanchey, au nord du pays, des villageois suspectés d'être pour la résistance ont été pris comme otages et les femmes violées.

Bombardements, famine, répression : voilà le vrai visage de l'armée vietnamienne d'occupation.

Claude LIRIA

Nous publierons dans notre édition datée du 24 avril le Rapport sur la situation intérieure présenté à la VIIe session du Comité central du PCML

RHODESIE

## Les élections des racistes

**J**EUUDI 21 ont pris fin en Rhodésie les « élections » destinées à faire élire par la population noire les soixante-douze députés qui doivent siéger au Parlement « biracial » rhodésien. Le monde entier, à commencer par les mouvements de libération qui contrôlent les deux tiers du pays ont dénoncé cette sinistre comédie destinée à donner une façade démocratique à l'un des derniers États colonialistes et raciaux du monde. Les 3 % de Blancs ont, pour leur part, élu leur 28 députés la semaine dernière. On a beau vouloir paraître démocrates, en Rhodésie, on ne va tout de même pas tout mélanger...

C'est après la fin de la domination portugaise sur le Mozambique et l'Angola, en 1975, que le gouvernement raciste rhodésien a commencé à se sentir sérieusement menacé.

Il restait, avec l'Afrique du Sud, le dernier vestige du colonialisme triomphant en Afrique. C'est de cette époque que date la double tactique de Ian Smith : d'une part, un renforcement des lois racistes et des organes de répression, d'autre part des tentatives pour attirer dans son camp des dirigeants noirs afin de donner en paravent à sa domination blanche.

Un « accord interne » fut signé en fin 1977 avec trois leaders africains qui, au prix de nombreux avantages personnels, acceptèrent de trahir leur peuple. Il s'agit de l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole et le chef de tribu, Chireau. Cet accord fut aussitôt dénoncé par les mouvements de libération nationale, la ZANU de Robert Mugabe et la ZAPU de Joshua N'Komo. Ces deux mouvements se regroupèrent d'ailleurs peu après dans le Front patriotique et relancèrent plus que jamais la lutte armée. Ils contrôlent aujourd'hui les deux tiers du pays.

C'est dans cette tactique de Smith que viennent se placer ces élections qui, sur le papier, donnent aux Noirs la majorité au futur parlement rhodésien.

Cette majorité n'est cependant que théorique. D'une part, les 28 % de Blancs du Parlement conserveront constitutionnellement le droit de veto sur toute décision. D'autre part, ce sont les Blancs qui continueront à diriger l'armée, la police, l'administration civile et militaire et l'appareil juridique. Bref, tout l'appareil d'Etat. On peut enfin remarquer qu'un député noir représente 38 000 électeurs alors qu'un Blanc n'en représente que 3 200.

Le gouvernement rhodésien compte cependant beaucoup sur ce vote pour se donner une couverture au niveau international.

Pour cela, il est fondamental pour lui que la participation chez les Noirs soit importante, et cela en dépit de la consigne de boycott des mouvements de guérilla.

Smith n'a pas lésiné tant au point de vue de l'intimidation que des possibilités de fraude, afin de gonfler au maximum cette participation.

Pour ces élections, 70 000 soldats ont été mobilisés pour 686 bureaux de vote. C'est la plus importante mobilisation de forces armées jamais vue dans le pays. Les Blancs valides jusqu'à 59 ans ont ainsi tous été rappelés. Cela n'a d'ailleurs pas empêché les guérilleros de réussir plusieurs

actions spectaculaires comme la destruction de plusieurs dizaines de bureaux de vote ou l'incendie, lundi dernier, du plus important dépôt de carburant de Rhodésie.

A la fin du premier jour, (les élections durent cinq jours), les racistes annonçaient fièrement que 20 % des Noirs avaient voté. Ce qu'ils oublient de dire, c'est qu'un million de Noirs sont salariés et que l'abstention, facilement vérifiable dans les villes, signifie pour eux la perte de leur emploi. Dans les campagnes, où la guérilla est implantée, on n'a pas jugé utile d'établir des listes électorales, légalisant pratiquement ainsi toute fraude. Il n'en reste pas moins que, par exemple, dans la circonscription de Fort-Victoria, au sud, seulement 150 des 40 000 habitants noirs avaient voté mardi.

Des villages entiers ont été désertés de leur population pour ne pas être contraints de voter. Car le gouvernement, avec un certain

cynisme, ne nie pas forcer parfois la main aux électeurs. Arnold Rudoph, le commissaire blanc du district du Buhera, l'explique ainsi : l'armée « escorte » ceux qui vont voter, ainsi, ils peuvent dire aux guérilleros qu'ils ont été forcés et ne sont pas considérés comme des traitres.

Avec un tel raisonnement, on peut avoir 100 % de participation. 100 %, c'est précisément la participation dans les « villages fortifiés » grands rassemblements de fermes appartenant à des colons blancs et gardés militairement en permanence. Les Africains qui y travaillent sont en fait de véritables esclaves.

Il faut enfin préciser que, dans les villes, un millier de Noirs connus pour être partisans du boycott ont été arrêtés préventivement. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché que ne se déroulent plusieurs manifestations de jeunes contre cette mise en scène électorale.

Presque tous les pays du monde ont condamné cette parodie de démocratie à la sauce raciste. Le bureau de coordination des pays non-alignés a en particulier réaffirmé son soutien au Front patriotique, ajoutant que sa lutte était « le facteur décisif dans la suppression du colonialisme ».

Les résultats devraient être connus ce week-end. Ils n'ont de toute façon aucune signification.

SF

L'Iran, trois mois après la chute du shah

## Un nouveau tournant dans la lutte pour la démocratie

**L**E 16 janvier, le Shah quittait Téhéran, quelques semaines plus tard, la révolution iranienne triomphait. La lutte contre la dictature s'est faite dans une unité indéniable. Cette unité s'est réalisée autour d'un homme, l'ayatollah Khomeiny. Du fond de sa retraite, il dirigeait le mouvement, ses déclarations correspondant alors aux aspirations du peuple iranien : la liberté et la démocratie. Alors qu'en est-il aujourd'hui de la démocratie en Iran ?

Dans la presse écrite et parlée, on nous a rebattu les oreilles des journées durant sur le « scandale » des condamnations arbitraires et surtout sur la condamnation à mort de l'ex-premier ministre du Shah, Hoveyda.

On le conçoit, la bourgeoisie s'inquiète des siens, mais franchement que méritait de plus ce criminel et tous ses acolytes, de la Savak ou de l'armée, responsables de crimes et de tortures contre des milliers d'Iraniens ? Non, ce ne sont pas ces condamnations qui nous inquiètent. L'important, c'est de savoir si la démocratie et la liberté, ces aspirations qui ont soulevé les masses contre la dictature, sont respectées ou non

pour le peuple. Toutes les informations que l'on a pu recueillir montrent que, bien souvent, la déception est grande.

### REMISE EN CAUSE DES COMITÉS KHOMEINY

Le pouvoir exorbitant des comités Khomeiny ne manque pas d'inquiéter. Créés dans les derniers jours de la dictature du Shah, ces comités avaient pour but d'éviter que les fascistes, militaires et savakis, se reorganisent en vue d'un coup d'Etat. Mais, plus de deux mois après le triomphe de la Révolution iranienne, on les voit toujours contrôlant les passants et surtout on les voit intervenir contre tout ce qui bouge : les femmes, les chômeurs, les Turkmènes.

Les démocrates quittent peu à peu ces comités qui se font les garants d'un pouvoir islamique pur et dur où la démocratie serait vidée de son sens.

Les exactions commises par ces fameux comités sont innombrables : on se souvient notamment de l'arrestation par l'un d'eux des deux fils et de la belle-fille de l'ayatollah Taleghani. Quand la bavure est trop grosse, Khomeiny ou d'autres personnalités interviennent pour condamner ces actions. Mais ces bavures se multiplient et les comités conservent toujours leur pouvoir. Ils sont dirigés par le conseil révolutionnaire islamique, cet organisme occulte qui dirige parallèlement au gouvernement légal.

Cette situation a pour conséquence l'incapacité du gouvernement à assumer réellement son rôle. C'est ce qui a conduit le ministre des Affaires étrangères, Karim Sandjahi à démissionner.

Lors d'une conférence de presse, mardi, il s'en est pris violemment à ces comités qui « n'observent aucune règle et se livrent à des initiatives dangereuses ». « Le gouvernement, a-t-il ajouté, n'a aucun pouvoir exécutif et se heurte aux obstacles dressés par des éléments de l'Ancien régime et l'action de groupes armés irresponsables. »

Mais la lutte qui se mène actuellement ne se présente pas seulement comme une simple lutte entre les religieux et les laïques :

ainsi l'action menée par l'ayatollah Taleghani qui, pour marquer sa désapprobation devant l'évolution des événements a « disparu » de Téhéran. Lors de sa courte retraite, il a envoyé un message par le biais de sa famille indiquant que son action n'était pas une simple protestation contre l'arrestation de ses fils mais qu'il agissait pour la « sauvegarde de la liberté et de l'indépendance du pays pour qu'il ne retombe pas dans la dictature et le despotisme ». Depuis, l'ayatollah de Téhéran est réapparu publiquement et, sans toutefois remettre en cause ses déclarations précédentes, a appelé au calme et à la réflexion.

### LES IRANIENS NE BAISSENT PAS LES BRAS

Ce mouvement de protestation ne se limite pas seulement à quelques personnalités, connues comme étant progressistes. Mardi dernier, ce sont plusieurs dizaines de milliers (100 000 ?) qui ont défilé à Téhéran à l'appel du Front national démocratique pour soutenir l'ayatollah Taleghani et son action. Cette manifestation attaquée par les phalanges islamiques n'a pu se dérouler normalement. Cependant, une motion a pu être remise à Bazargan, reflétant bien l'état d'esprit qui domine aujourd'hui : elle demande que des mesures soient prises contre les auteurs des arrestations des fils de Taleghani ; elle demande également que soit exercé un contrôle sur ces comités Khomeiny et enfin elle réclame l'abolition du monopole de la télévision et de la radio.

Mercredi, un semblant d'unité réapparaissait lors du défilé des militaires répondant à l'appel de Khomeiny. Mais un peu plus loin, des affrontements se produisaient entre des démocrates, défenseurs de Taleghani et un comité Khomeiny : les chômeurs eux, se rassemblaient une nouvelle fois, essayant de mettre sur pied une organisation nationale des chômeurs.

Ces derniers événements ont montré que la victoire contre la dictature du Shah n'a pas suffi pour que le peuple iranien voit enfin s'instaurer dans leur pays une véritable démocratie. Cependant, comme le montrent les dernières manifestations, cette désillusion ne s'est pas accompagnée de l'inertie. Au contraire, le peuple est toujours prêt à se battre pour que les milliers de martyrs assassinés pour s'être levés contre la dictature du Shah ne soient pas morts pour rien.

Evelyne LE GUEN

### ALLEMAGNE DE L'EST

## Grave restriction au travail des journalistes



Le journaliste ouest-allemand L. Laue (à droite) interview des gens dans la rue en Allemagne de l'Est, pour la télévision. Les contacts des journalistes avec les simples gens, voilà ce dont ont peur les autorités est-allemandes. Laue a déjà été expulsé en 1976. Maintenant, tout contact de ce genre sera interdit.

**B**ERLIN-EST vient d'apporter de très sévères restrictions au travail des journalistes occidentaux en Allemagne de l'Est.

Ceux-ci devront maintenant demander l'autorisation avant de réaliser la moindre interview de gens dans la rue. Ils devront avoir l'autorisation avant d'effectuer le moindre déplacement dans le pays. Enfin, leurs revenus seront soumis à un contrôle. En cas d'infraction à ces règlements, ils pourront être expulsés à l'Ouest.

Ces mesures visent à empêcher toute information sur l'Allemagne de l'Est qui ne correspondrait pas à la propagande officielle. Elles montrent la peur des dirigeants est-allemands que l'on sache réellement ce qui se passe dans leur pays. Elles visent aussi à un plus grand contrôle de l'information en RDA même ; car chacun sait que dans leur immense majorité les Allemands de l'Est regardent la télévision à l'Ouest.

Le gouvernement ouest-allemand a protesté contre ces atteintes au développe-

ment des relations inter-allemandes et à l'application du traité RFA-RDA de 1972.

Les restrictions apportées au travail des journalistes occidentaux viennent juste après les restrictions apportées à la circulation et à l'utilisation du Mark-Ouest en RDA. Elles semblent ainsi s'inscrire dans une politique de raidissement de Berlin-Est à l'égard de Bonn ; et les pressions de Moscou en ce sens n'y sont certainement pas étrangères.

Jean SCHUBERT

# Lorraine : les promesses ne coutent pas cher

**A**INSI le lendemain d'une conférence de presse, où le chômage a fait l'objet de mensonges aussi gros que son importance, on annonce la création d'ici 1983 de 5 000 emplois en Lorraine par Renault et Peugeot. Opération habile, servant de faire-valoir à Giscard, un Giscard qui n'est pas aussi calme qu'il y paraît à première vue, puisqu'il lui faut tenter une nouvelle mesure pour diviser les sidérurgistes.

Que des emplois soient créés, quel travailleur ne le souhaiterait-il pas ? Que ce soit par Ford, Renault, ou un autre, peu importe, cela n'est pas l'affaire de l'ouvrier, parce que la nationalité du capitaliste n'a jamais rien changé à son exploitation. Mais voyons cela de plus près.

D'abord, quelques chiffres : c'est bien de près de 21 000 sidérurgistes dont veulent se débarrasser les barons de l'acier, dont près de 15 000 en Lorraine... Avec les créations d'emplois, et d'ici 1983, on se retrouve bien loin du compte.

## UN PRECEDENT : LE PLAN VOSGES

De plus, c'est aussi une région très fortement touchée par le chômage. Un emploi supprimé dans la sidérurgie, c'est trois emplois qui sont supprimés en fait. Les sidérurgistes de Thionville qui ont été licenciés en 1977 et qui pour les plus chanceux d'entre eux ont pu retrouver du boulot doivent par exemple aller à Longwy, soit 70 kilomètres matin et soir, c'est dire la facilité avec laquelle on trouve du travail ! Quelques précédents permettent de se faire une idée du nombre réel d'emplois qu'il y a derrière les promesses gouvernementales : rappelez-vous ce magnifique « plan Vosges » annoncé à grands renforts de publici-

té quand les Willot avalant Boussac avaient jeté à la rue près de 1 500 travailleurs du textile : à l'époque, il ne fallait pas non plus s'inquiéter : ce plan allait donner du travail à tout le monde. Aujourd'hui, le résultat est là, on compte qu'il a contribué à créer 50, oui vous avez bien lu : 50 emplois !

Mais le plan n'a pas été mauvais pour tout le monde, puisqu'il a permis à quelques capitalistes de mettre dans leurs poches quelques primes substantielles destinées soi-disant à créer des emplois.

Et puis on n'en est plus à une promesse près. Déjà, lors du premier plan-acier en 1975-76, Chrysler s'est implanté dans la région de Valenciennes. Cela devait créer 10 000 emplois on en est à 2 000 ! A la même époque, l'implantation d'Antar à Denain devait aussi créer de nombreux emplois qui n'ont jamais atteint le millier et de loin ! Aujourd'hui, il est question qu'Antar ferme.

Faut-il rappeler aussi les promesses de 20 000 emplois de Messmer pour la région, Messmer qui s'était alors fait rappeler à l'ordre par Barre ! Même pour un professionnel de la démagogie, ces chiffres étaient un peu gros.

Et ces projets d'installation de l'automobile dans cette région sont ressortis périodiquement : un pro-

## RENAULT-CLEON

### Riposte à une sanction contre un délégué

Ces derniers temps, les mesures de répression antisyndicales se sont multipliées à Renault : six délégués CGT et un CFDT ont été sanctionnés, dont des mises à pied. Les contrôles se multiplient, entre autres, en cas d'absence pour maladie.

La semaine dernière, à Cleon, un délégué CGT était à son tour sanctionné. Dans le bâtiment où ce délégué travaille il est chef d'équipe, les professionnels, par simple appel de bouche à oreille, ont aussitôt massivement débrayé : à environ 80 %, soit 100 à 500 travailleurs. Une délégation s'est rendue à la direction qui a levé la sanction.

Par ailleurs, la CFDT, au niveau de l'ensemble de Renault, a lancé un ultimatum à la direction sur la question de la réduction du

temps de travail (sans diminution de salaire). Il faut savoir que la durée hebdomadaire de travail à Renault est de 41 h 30 ! Si rien n'est débloqué à ce sujet le 27 avril, des actions sont envisagées qui doivent être proposées à la CGT.

On se souvient des luttes qui ont secoué la Régie Renault il y a maintenant près d'un an, en particulier à Cleon où l'usine fut occupée, à Flins avec la lutte des OS des presses (elles aussi occupées).

A la Régie, l'offensive patronale se traduit donc en particulier par la répression antisyndicale, ce qui ne peut manquer de susciter des réactions de la part des travailleurs. Ceux-ci peuvent, on le voit, remporter des succès.

G. C.

## Que l'expérience des mineurs servent aux sidérurgistes

### Pendant 2 heures, il nous a parlé de la mine

Quand ils veulent licencier, les promesses ne manquent pas

**C**OMME de nombreux travailleurs, nous suivons attentivement ce qui se passe chez les sidérurgistes : les attaques de la bourgeoisie, les pièges qu'elle tend, la riposte des travailleurs, la lutte pour l'unité, etc. Nous nous sommes demandés comment nous pourrions être utiles, comment nous pourrions apporter quelque chose à tous ces camarades du Nord et de l'Est qui luttent contre les licenciements. Ici, dans le Languedoc-Roussillon, une des plus grandes attaques de la bourgeoisie capitaliste a été portée contre les mineurs. Alors nous avons rencontré un ancien mineur de fond, syndiqué CGT, actuellement à la retraite, nous lui avons expliqué quel genre d'article nous voulions faire. Pendant deux heures, il nous a parlé de la mine. Nous espérons que ces quelques faits et exemples renforceront la détermination de nos lecteurs sidérurgistes ou non à s'opposer aux licenciements pour travailler et vivre au pays !

Depuis le 13e siècle, on extrait du charbon dans la région d'Alès. Houillères du Bassin des Cévennes (HBC), tel est le nom que prennent avec la nationalisation, les diverses sociétés qui exploitent les deux bassins (Graisssac dans l'Hérault et Alès dans le Gard). En 1977, les HBC comptent 20 700 travailleurs. En 1967, il en reste 7 000 et en mars 1979, 1 900 travailleurs dont 600 mineurs de fond et 140 assimilés fond.

C'est à partir de 1968 que le gouvernement officialise un plan de fermeture prévue pour 1971. Mais en réalité depuis 1963, l'embauchage est arrêté et entre 1952 et 1967 les effectifs sont passés de 20 000 et 7 000 !

DES LICENCIEMENTS CAMOUFLÉS

Les moyens et les méthodes pour décourager et faire partir les travailleurs ont été multiples. — D'abord les bas salaires et la perte d'avantages, ainsi quatre jeunes ont eu avantage de difficultés pour avoir des logements sociaux ; ceux qui existaient déjà ont été laissés sans réparations et se sont rapidement dégradés.

Un exemple de création de 11 600 emplois dans le Nord-Pas de Calais, Lorraine, régions nantaise et marseillaise avait été annoncé en Conseil des ministres en janvier 1979. General Motors devait s'implanter à Sarreguemines, Peugeot-Citroën à Charleville et Valenciennes Renault-Peugeot à Douvrain, etc. Projets hypothétiques, qui devaient être effectifs d'ici 1984 ou 1985 ou peut-être pas du tout, puisque des rumeurs de crise dans l'automobile circulent : Renault véhicule industriel (RVI) ne veut-il pas licencier ?

Giscard est inquiet, puisqu'il est obligé de dire : « Il n'y aura pas de nouvelle Lorraine » en public même si en fait il sait très bien que d'autres Lorraine se préparent dans la téléphonie et la SNCF ; faire réapparaître de temps à autres ces vieux projets, après l'intermède d'une session extraordinaire du Parlement, ça a le mérite de les faire passer pour du neuf. Toujours laisser espérer à certains travailleurs qu'eux, peut-être, auront la chance de figurer parmi les quelques rares qui ne perdront pas leur boulot, Giscard n'a rien inventé de nouveau pour tenter de diviser les sidérurgistes.

## DES LICENCIEMENTS CAMOUFLÉS

Les moyens et les méthodes pour décourager et faire partir les travailleurs ont été multiples. — D'abord les bas salaires et la perte d'avantages, ainsi quatre jeunes ont eu avantage de difficultés pour avoir des logements sociaux ; ceux qui existaient déjà ont été laissés sans réparations et se sont rapidement dégradés.

Mais l'expérience a enseigné à ceux-ci que ce n'est qu'en s'unissant et en surmontant toutes les tentatives de division qu'ils pourront être en mesure de contrecarrer les plans de licenciement des barons de l'acier.

René BREAND

## AU JOUR LE JOUR



ne sera supprimé sans la création d'un nouvel emploi ! » En vérité, depuis 1969, seulement 4 000 emplois ont été créés pour près de 20 000 disparitions ! Au cours de cette même table ronde, le gouvernement annonçait la création de plusieurs entreprises (toutes n'ont pas vu le jour d'ailleurs !) dont l'Alsthom à Saint-Florent avec 1 000 emplois et les Câbles de Lyon à la Grand-Combes avec 600 emplois. En fait, la première compte 175 travailleurs (avec actuellement des menaces de licenciements) et la seconde 180 travailleurs ! On est loin du compte !

## « AILLEURS C'EST LE PARADIS ! »

C'est ce que voudraient nous faire croire tous ces messieurs, ainsi on a fait briller le « soleil de Fos » pour attirer les mineurs et une bonne centaine sont partis...

De nombreux autres — jeunes surtout — sont partis dans la vallée du Rhône, vers Lyon, pour trouver du travail...

## LES PROMESSES DE CRÉATIONS D'EMPLOIS

En 1973, Jérôme Monod, alors délégué au plan, devant les nombreuses luttes des mineurs contre les fermetures des mines (en 1963 : 10 000 mineurs manifestent à Nîmes) déclare : « Nous nous engageons à organiser l'équilibre de la reconversion des travailleurs de la mine. Pas un emploi

## LES PERTES DE SALAIRE

Les reconversions des mineurs dans les usines, sur place, ont surtout bien arrangé les patrons qui ont eu des exonérations pour s'installer, qui ont touché des primes à l'embauche de mineurs. Quant aux mineurs, ce tableau comparatif se passe de commentaires.



## Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Le 29, 30 avril et 13 mai

### INFORMATIONS PRATIQUES POUR LA REGION DE LYON

Deux cars partiront de Lyon le samedi 28 avril. Rendez-vous à 20 h 30 place des Terreaux. L'un reviendra le 29 de Dunkerque, l'autre se rendra le 30 à Denain avant de prendre le chemin du retour.

Agents convertis chez Crouzet *			
Salaires Crouzet au 31-10-1971	Horaire hebdomadaire		42 h 25
	Houillères	Crouzet	% en moins
Salaires Crouzet au 31-10-1971			
Salairé moyen mensuel actualisé — Ouvrier de fond ETAM	1845	1140	38,2 %
	2612	1187	54,6 %
Salairé moyen mensuel actualisé — Ouvrier de jour ETAM	1333	1089	18,3 %
* Crouzet était à ce moment là une entreprise pilote !			

Sonacotra : procès, fermetures de foyers

# Les expulsions ont commencé

**L**E pouvoir et la Sonacotra veulent en finir avec la grève des foyers avant l'été. C'est là une chose quasi-officielle. Il n'est pas dit que le pouvoir réussisse mieux que l'an dernier où, déjà, il voulait mettre fin à coup de procès à la grève, sans aucun succès d'ailleurs. Cependant, cette année, la menace est plus sérieuse. Les expulsions se multiplient dans les deux grandes régions où se déroule la grève : la région parisienne et l'Est.

Dans l'Est, les expulsions ont lieu depuis quelques semaines par dizaines dans chaque foyer. Le pouvoir semble vouloir y concentrer ses coups, mettant à profit la dispersion des foyers dans la

région.

Dans la région parisienne, entre cinq et dix résidents ont été expulsés dans à peu près chaque foyer. Parallèlement, les procès de résidents se poursuivent. Par exemple, à Élanecourt, 65 résidents doivent être jugés le 25 mai sur plainte de la Sonacotra. Les menaces de fermeture de foyers se précisent. Si la fermeture a été refusée par la justice pour le foyer de Villemomble, par contre elle a été obtenue à Chilly-Mazarin, Nanterre et Garges. En tout, dix foyers sont menacés de fermeture. Enfin, une augmentation du loyer dans les foyers Sonacotra est prévue pour juillet. Elle s'élèverait à 12 %.

## Conférence de presse des résidents Sonacotra et Adef

### Expulsion au petit jour

#### Des centaines de CRS pour encercler les foyers

**J**EUDI des résidents des foyers Sonacotra et ADEF de Sartrouville donnaient une conférence de presse sur les expulsions dont plusieurs d'entre eux ont été les victimes vendredi dernier au petit jour. Mais laissons-leur la parole.

Vendredi 13 avril, veille du week-end de Pâques (ce n'est pas un hasard) à 5 heures 30, notre foyer est encerclé par 300 CRS venus dans 20 cars. Accompagnés d'un huissier, du commissaire de police et du directeur régional de la Sonacotra, ils bloquaient toutes les entrées.

Ceux qui étaient restés dehors autour du foyer étaient armés de mitraillettes. Les CRS se répartissaient dans le foyer à une quinzaine par étage. Ils ouvraient les chambres à l'aide d'un passe-partout. Ils interdisaient aux résidents de quitter leur chambre. Ceux qui étaient à la cuisine, aux douches ou au WC étaient obligés d'y rester, ceci afin d'empêcher que les résidents ne se concertent et réagissent. Ils ont ainsi empêché tous les résidents de se rendre à leur travail. Au cours de ces événements, les CRS ont agresse des résidents.

Les CRS sont entrés dans les chambres de cinq résidents qui avaient été condamnés à être expulsés le 1 janvier. Accompagnés d'une société de déménage-

ment, ils ont jeté les affaires de ces résidents dans des cartons et les ont emportées dans un garde-meuble.

Douze résidents de ce foyer ont été à nouveau condamnés le 15 mars à être expulsés et à des saisies-arrêts sur salaire. Ils ont interjeté appel auprès du tribunal. Les résidents condamnés ne savent pas parler le français le plus souvent.

#### FOYER AFRP

Nous avons été encerclés par 150 CRS (comptés par des résidents) ainsi que des gardiens de la paix et des inspecteurs le vendredi 13 avril 1979 à 5 h 30 du matin.

Ils ont empêché tous les résidents de se rendre à leur travail, ont gardé tous les résidents sortant de leurs chambres.

Ils ont même empêché quelques résidents qui se trouvaient dans la salle de prière de sortir, ainsi qu'un résident qui se trouvait dans la douche ; ils ont contraint deux résidents qui se trouvaient dans la cour au moment de leur arrivée à rester au froid jusqu'à la fin des opérations, tout en les em-

pêchant d'aller à leur travail.

C'est à ce moment-là que trois résidents, dont l'un se trouvait à l'hôpital, ont été expulsés de leurs chambres en présence du gérant, de l'inspecteur de l'inspecteur de Sartrouville et de l'huissier de justice.

Aussitôt, le gérant a procédé au changement des ser-

tures et à l'enlèvement des lits et des matelas des résidents expulsés ; leurs affaires ont été mises dans des sacs de poubelles et ont été portées à Champigny.

Après ces événements on a empêché les résidents expulsés de prendre eux-mêmes leurs affaires.

## Avec le Parti

### Non aux arrestations arbitraires contre les étudiants étrangers

**L**UNDI et mardi, trois inspecteurs de police se présentent respectivement aux domiciles de trois étudiants africains pour vérifier sol-disant des cartes de réduction SNCF. Après perquisition de leurs domiciles sous intimidations, ils emmenèrent les étudiants au commissariat. Une fois au commissariat, ils sont placés sous garde à vue pour nécessité d'enquête.

Pendant ce temps, une nouvelle perquisition avait lieu. Ce n'est que jeudi soir à 17 heures qu'ils seront relâchés après avoir été présentés devant le juge d'instruction pour usage de faux et escroquerie alors qu'ils étaient parfaitement en règle. Ils se sont vus confisquer leurs passeports.

En fait, une fois au commissariat, il n'a pas été question des fameuses cartes SNCF, les inspecteurs ont tenté de connaître la situation et les idées politiques des étudiants africains et de savoir ce qu'ils pensaient du régime de leur pays.

A l'heure actuelle, le gouvernement et la police multiplient les arrestations arbitraires, les intimidations de ce genre à l'égard des travailleurs et étudiants étrangers. Tout cela dans le but de forcer les étudiants étrangers à rentrer chez eux. La circulaire Bonnet ne vise pas à autre chose que l'expulsion arbitraire pour limiter le nombre des étudiants étrangers en France.

Dans cette escalade de la répression, nous devons :

- Unité travailleurs français-immigrés !
- Unité étudiants français-étrangers !
- Non aux mesures Stoléro contre les travailleurs immigrés !
- Non à la circulaire Bonnet contre les étudiants étrangers ! Halte aux arrestations arbitraires !

Le 6 avril

Section du Mans du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

23e CONGRES DU PCF

# Des mises à l'écart, des fusions qui ne sont pas innocentes !

**L**A préparation du XXIIIe congrès du PCF ne se fait pas sans secousse. Et la contestation ne porte pas sur un seul point. Elle englobe la critique du fonctionnement du parti, la tactique vis-à-vis du PS, la responsabilité du parti dans la rupture de l'Union de la gauche, le projet de société que se fixe le PC comme objectif, etc. La contestation n'est pas le fait non plus de quelques membres du parti, célèbres, intellectuels, comme Elleinstitien, mais isolés. Un certain désarroi transperce le PCF dans toute sa masse. De nombreux militants communistes accusent encore plus, avec la tenue prochaine du XXIIIe congrès, le manque de perspectives claires à court et à long termes pour lutter contre la politique de Giscard-Barre, pour instaurer une société socialiste. La direction du PCF n'ignore pas ce trouble ; c'est pourquoi elle tente d'enrayer ce mouvement de contestation, de bloquer l'organisation de cette contestation.

Les listes des délégués aux congrès fédéraux qui éliront les délégués au congrès sont dressées et excluent quasiment « les éléments remuants ». Parmi ces derniers, ceux qui assurent actuellement des responsabilités dans le parti (aux comités de section, aux secrétariats de section) ne seront guère reconduits dans leurs fonctions après le XXIIIe congrès, du moins c'est ce qui risque fort d'arriver.

## A AIX-EN-PROVENCE, OPERATION FUSION

Déjà, à Aix-en-Provence, certaines fusions, opérées par la direction ont eu lieu. Elle a fait fusionner deux sections sur les trois de la ville, la section Nord et la section Centre. Or, la section Centre réunissait trois cellules d'universitaires considérées comme « critiques ». Ce rattachement a été décidé sans même l'avis de tous les membres du comité de section. Voici le témoignage de Michel Barak :

« Il y a quelques jours, j'ai appris que l'on avait annoncé, lors d'un comité de section où je n'avais d'ailleurs pas été convoqué, que la section Centre était rattachée à la section Nord. Devant cette décision, plusieurs camarades ont quitté furieux la séance ».

La direction ne pouvait pas choisir un moment plus opportun pour pratiquer cette opération puisque la conférence de section d'Aix, préparatoire au XXIIIe congrès, a lieu pendant le week-end des 21 et 22 avril. Les critiques seront mieux étouffées... Enfin, l'organigramme du

futur comité de section Nord et Centre semble être arrêté, les deux anciens secrétaires n'y figurent pas !

Dans la section Tolbiac, du XIIIe arrondissement de Paris, la direction du PCF fait suivre les débats de la section par un responsable « sûr » « afin d'aider à la discussion du projet de résolution du XXIIIe congrès ». Qu'on juge de l'aide !

Le comité de section Tolbiac du XIIIe arrondissement avait décidé de débattre sur le thème : « Etre communiste et l'activité des cellules ». Cette discussion devait être suivie d'un compte rendu dans le journal de la section, *Informations*, où les positions auraient été exposées nominativement. Mais le secrétaire d'arrondissement s'est opposé à ce compte rendu en prétextant que le rapport remettait en question la politique du XXIIIe congrès. Finalement, le dernier numéro d'*Informations* ne présente que l'intervention du secrétariat d'arrondissement, intervention qui ne remet pas en cause la ligne du XXIIIe congrès !

Voici quelques extraits des débats du comité de section de Tolbiac :

« Ce qui me semble essentiel, c'est le vide politique de l'Huma, il y a des mots d'ordre, il n'y a pas de politique. Le rapport du Comité central, c'est le minimum, la suite d'une discussion qu'on ne connaît pas. On abandonne la dictature du prolétariat. Pourquoi ? Par quoi on la remplace ? Actuellement, on est d'accord ou pas, ce n'est pas une discussion politique ».

NV

## MANIFESTATIONS LE 21 AVRIL

- A Saint-Denis : à 13 h 30, départ à la mairie de Saint-Denis.
- A Sartrouville : à 10 heures devant le foyer AFRP, 4, avenue du Val-Notre-Dame à Sartrouville (Yvelines).
- A Strasbourg : à 14 heures, place de la Bourse

## JOURNÉES PORTES OUVERTES

Au foyer de Chilly-Mazarin  
Au foyer du 59, rue de Lancry (91)

Ces manifestations auront lieu pour protester contre les expulsions, les procès, les menaces de fermeture des foyers. Nous appelons à y participer massivement.

## 147 expulsions à Strasbourg

Mardi 10 avril à 6 heures du matin, six cars de CRS expulsaient 147 résidents en grève des foyers Sonacotra de Strasbourg (69 expulsions à la Meinau, 65 à Koenigshoffen, 13 à Bischeim). Toute la journée, les résidents n'ont pu bouger des foyers, malmenés, menacés par les CRS. Pendant ce temps, leurs chambres ont été vidées, leurs affaires emballées dans des sacs poubelles. Beaucoup de résidents ont perdu leurs papiers dans l'affaire ainsi que leur argent, leurs médicaments, n'ayant plus sur eux que leurs vêtements.

## Les ouvrières de Sonolor expulsées par les CRS

Les flics sont intervenus jeudi matin pour expulser les ouvrières de Sonolor qui occupaient, depuis le 26 janvier, leur usine. Elles s'opposent au licenciement de 455 des 519 salariés. Il y avait six cars de CRS à 6 h 30 devant les portes de l'usine, d'autres flics avaient franchi la voie ferrée par derrière pour cerner l'entreprise. Ils étaient des

certains, casqués, arme au poing. Elles étaient cinquante de l'équipe de nuit à occuper. Dès que la nouvelle a été connue, des milliers d'habitants des cités HLM voisines se sont rassemblés devant l'usine. Aussitôt, les travailleurs de Norton cessaient le travail. Dans la matinée, de nombreuses entreprises devaient envoyer des délégations

pour témoigner leur solidarité aux ouvrières : Rateau, Chais, la SNIAS, Coronna, Metayer, la SPAD entre autres. En signe de protestation, les ouvrières de Sonolor ont barré, en fin de matinée, la route nationale qui longe leur usine.

ITT, propriétaire de Sonolor, veut transférer sa production en Tunisie, pays où il réaliserait encore plus de bénéfices. Certaines ouvrières ont vingt-cinq ans de boîte. Elles ont occupé les locaux du ministre de la Condition féminine à deux

reprises, le siège patronal de la Seine-Saint-Denis et la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire). Elles ne sont plus payées depuis janvier. Des journées « Portes ouvertes » ont eu lieu, un tournoi de football a été organisé avec d'autres usines ainsi qu'une rencontre avec des sidérurgistes de Longwy, pour populariser la lutte et développer la solidarité. Il faut renforcer notre soutien aux ouvrières de Sonolor.

L.C.

Résumer ? Mais comment le faire ? Décrire ? Mais que raconter et avec quels mots ? De pauvres mots pour de bien belles choses ! Comment, en effet, exprimer ce que furent plusieurs journées de montagne dont presque chaque minute a compté ? De quelle manière communiquer ce que ça a vraiment été ? Est-on sûr que ce fut réellement comme on se souvient ?

**« Une idée qui bien vite s'est muée en désir, puis en volonté, enfin en action »**

Du 17 au 20 décembre 1976 : Tuqueta Blanca, Taca Blanca, pic d'Albe, dent d'Albe, pics occidentaux de la Maladetta, pic de la Maladetta, pic Maudit, pointe d'Asterg, pic du Milieu, pic Corolé, Aneto, pic des Tempêtes, pic Margallide, pic Russel : quatre jours et quatre nuits, dont trois bivouacs à plus de 3 000 mètres. Seul avec l'hiver.

Mentionner le nombre de passages de tel ou tel degré ou le nombre de rappels ? Indiquer les horaires ? Exposer les techniques utilisées ? Evoquer le matériel ?... Tout ceci n'est pas un but en soi, seulement un moyen : une course en montagne est bien autre chose, mais quoi ?

Au commencement fut une idée qui bien vite s'est muée en désir, puis en volonté, enfin en action. Ce but à première vue au-dessus de moi-même : pour quoi ? Pour vivre et se sentir vivre. Pour l'aventure. Pour beaucoup d'autres raisons aussi, celles qu'on sait et celles qu'on ignore, ensevelies au plus profond de la conscience.

Dans les Pyrénées, l'aventure est encore possible. Pour combien d'années ? Peu de temps peut-être. Il faut donc saisir les chances qui restent. De nombreuses routes inutiles montent toujours plus loin dans les hautes vallées. Bientôt, une route atteindra le port de Vénasque ; déjà les voitures sont à une demi-heure de marche de la Renclose ; à quand les remontées mécaniques, les hôtels et les boîtes de nuit sur les flancs du Néthou et de la Maladetta ? Avec la foule, les pollutions et le bruit, ces monts superbes seront perdus pour tous les hommes et désertés par ceux qui aiment la montagne pour elle-même et pour ce qu'elle donne... Des combinaisons d'itinéraires, de longs parcours d'arêtes réservent à ceux qui le veulent de passionnantes entreprises. Il y a toujours de beaux rêves pour les pyrénéistes.

Avec quels moyens cette ascension ? En prélude, une sérieuse préparation : de la montagne évidemment, mais surtout un entraînement de plusieurs mois à base de course de fond, de spéléo et d'escalades solitaires. Puis le matériel : équipement traditionnel employé l'été dans nos montagnes d'Europe, plus un bon duvet et un sursac en nylon ; pas de tente. Ensuite, le sac prêt, il a suffi de partir.



# Seul en hiver sur les Monts Maudits

**A**UJOURD'HUI 5 avril, François aurait eu 24 ans. Toujours prisonnier des montagnes où il est tombé cet hiver lors d'une course avec deux autres camarades, Pierre et Xavier, il avait été pris dans une des intempéries terribles que l'on rencontre autour des Monts Maudits dans les Pyrénées.

Le récit ci-dessous est celui de l'aventure de Xavier qui, en 1976, avait déjà parcouru en plein

mois de janvier, en solitaire, la chaîne de la Maladetta.

Avec ce texte extrêmement beau, nous voudrions vous faire parvenir la force de ces hommes confrontés à la difficulté, un corps à corps admirable, une partie de nature que nous ne devrions pas oublier malgré nos conditions de vie de moins en moins épanouissantes.

**« La volonté tendue à l'extrême pour vaincre les obstacles de la montagne et de moi-même »**

De cette aventure si mémorable pour moi, que dire ?

Dirai-je le froid, la tempête, la glace, la neige ou le rocher ; les brumes, le vide, les étoiles, le silence ou le vent ; les montagnes lointaines, les vallées profondes, les lichens gelés ou la splendeur d'une arête ; le soleil timide de décembre ou la clarté affaiblie de la lune derrière les nuages ?

Dirai-je la solitude ; ma solitude ?

Dirai-je le doute, l'espoir, l'angoisse ; la joie ou la peur ; la fatigue, la souffrance, la faim, l'effort, l'exaltation ?... Et le sac lourd ? Et les crampons dérapants sur la roche, les cordes raidies par le gel, l'acier du piolet brûlant de froid ?... Dirai-je les instants de plénitude : le grand jeu de l'escalade, la voie de deviner, choisir et tracer, le sommet gagné ?...

Les moments de péril : la tourmente qui égare, le corps-à-corps impétueux avec les rochers verglacs, cambrés au-dessus d'un vide mortel, les mains nues étreignant la montagne de toutes leurs forces, l'être entier dans la lutte, la sueur malgré le froid, et enfin le coup de reins ultime, le sursaut libérateur apportant une délivrance en triomphant de l'a-pic ? Je me souviens aussi des derniers rappels quand mes mains crevassées et gonflées par le gel, ensanglantées par le rocher pouvaient juste serrer les cordes avec lesquelles je me battais pour dévaler les abrupts sans lâcher prise !

Dirai-je l'action la plus totale dans un engagement physique et moral absolu ; la volonté tendue à l'extrême pour vaincre les obstacles de la montagne et de moi-même afin de surmonter l'épreuve désirée ; une bataille gagnée pour moi et non contre la montagne, sachant mon acte parfaitement inutile aux autres hommes, utile pour moi seulement : égoïsme ? L'âpreté du combat livré avec l'altitude sauvage et rude ?...

Dirai-je la nuit ? Les nuits dans la neige durcie et les pierres glacées quand, à l'action ardente du jour, succédait la pensée et qu'alors la solitude se faisait plus intense ?...

Dire ceci et beaucoup d'autres choses transformées en souvenirs irremplaçables et, plus tard sans doute, au temps du déclin de la vigueur et de l'enthousiasme, en mélancolie douce et amère.

Je parlerai du sommet de l'Aneto atteint en plein brouillard et de ma joie immense. Jusqu'ici la course — malgré les difficultés amplifiées par des condi-

tions atmosphériques souvent sévères — avait été très belle et l'envie de courir vers la Renclose m'a pris ; je pensais à la nuit calme et douillette dans le vieux refuge ; alors qu'ici... Et puis la solitude était plus lourde que mon sac ; un obscur vague à l'âme affermi par la grisaille des nuages et la rudesse des rocs me montrait le chemin de la retraite qui, pourtant, passait par des crevasses cachées, mais après : plus de vide, plus de tension nerveuse, plus d'anxiété, plus d'efforts, plus de pièges, moins d'intempéries, la quiétude, le repos sans interrogation sur le jour à venir... Je voyais aussi les regrets qui ne tarderaient pas à m'accabler si je descendais maintenant et je maudissais ma faiblesse : étais-je venu ici pour que ce soit facile ?

J'allais glisser vers l'abandon quand tout à coup plus de brouillard : le sommet étincelant. La montagne resplendit, comme lavée par les nuages. Et de longues minutes, je suis resté immobile devant ce spectacle, sachant désormais que j'irais jusqu'au bout. Ensuite, j'ai repris le sac et le piolet et

je suis parti vers l'arête. Plus tard, la brume est revenue, et le vent et des flocons... La lutte, encore...

**« L'allégresse de la course réussie »**

J'évoquerai les derniers moments. Les derniers pas vers le pic Russel et l'allégresse de la course réussie ; et quelle course ! Mais aussi l'approche de la nuit et du mauvais temps, la préparation du bivouac dans un amoncellement de nuages. Quelques victuailles avalées. La fatigue. Ma joie orgueilleuse contemplant les abîmes que le vent dévoilait en disloquant les nues ; mes sens entièrement captivés par ce paysage sublime et sombre, mouvant, insaisissable. Et puis quand même la réalité : la nuit s'annonçait dure et le lendemain d'incertitude.

Tempête à la cime du pic Russel : toute la nuit le vent m'a cinglé de neige dure ; j'ai dû lutter contre le froid et surtout ne pas m'endormir. Agité de violents frissons ou, ce qui est pire, atteint d'apathie, l'esprit traversé de souvenirs anciens, oubliés de la victoire, j'ai dû puiser au plus profond de moi pour tenir. Tenir ! Alors, recroquevillé dans mon duvet raidi comme une carapace, j'ai chanté, j'ai crié et quand je n'ai plus eu de voix, j'ai chuchoté, cherchant au cœur de ma mémoire des vers, des chants, des fragments de littérature ; puis je me suis tu. Pour oublier la souffrance et rester en éveil : penser et donc distraire l'esprit afin de s'évader quelques secondes des rigoureuses conditions ambiantes.

Quand je risquais un regard : rien ! Je ne voyais rien : plus de montagne ! Un vent furieux et des flocons féroces. Mon corps lui-même était invisible, submergé de blancheur. Périodiquement vaincu par la somnolence je sursautais et frappant mes poings contre la poitrine, donnant de grands coups de piolet sur les chaussures gelées, ramenant ainsi le sang dans les pieds insensibles et la chaleur (quelle chaleur !) à mon corps, lucide à nouveau, je continuais le combat contre l'engourdissement fatal, sachant que chaque minute gagnée me rapprochait de l'heure où blémirait le ciel et qu'alors, enfin debout, je me traînerais vers la vallée, m'arrachant à la glace éternelle.

J'ai songé à Guillaumet perdu dans l'hiver des Andes : « Du fond de l'abîme des nuits difficiles, tu as souhaité si souvent l'apparition de ce bouquet pâle, de cette clarté qui sourd à l'Est des terres noires. Cette fontaine miraculeuse, quelquefois, devant toi, s'est dégelée avec lenteur et t'a guéri quand tu croyais mourir ».

Et l'aube est venue, lugubre. Les yeux à demi-fermés, par la fatigue et la tempête, à chaque pas je m'enfonçais à moitié dans la neige, j'ai commencé la descente. La vallée fut longue, mais délirant de joie j'ai laissé tomber mon sac, pesant de glace, à côté de ma voiture. Alors je sus que là, vraiment, j'avais gagné. Maintenant, oui ! Maintenant la victoire ! Tout entier j'étais la victoire ! Joie ! Joie !! Joie !!!

\* Saint-Exupéry

Xavier LECLERC

Bandes dessinées pour enfants

# Mais où sont les héroïnes ?

*Nous avons fait un test. Dans toutes les bandes dessinées, les héroïnes sont quasi absentes ou ont un rôle des plus effacés. Quel impact sur les enfants ?*

ILS s'appellent Ric Hochet, Bob Morane, Alix, Gaston Lagaffe, Genial Olivier, Jacky et Célestin, Gontran, Mickey, Guy l'Éclair, Bambi, Rahan, Fanfan la Tulipe ou bien Dan Cooper, Blue Berry ou Gigantik. Ce sont les héros des journaux de bandes dessinées pour les enfants. Des noms qui se mettent surtout au masculin. Nous aimons beaucoup les bandes dessinées, c'est très amusant à lire. Comme on sait l'importance de ces journaux pour les enfants, nous avons examiné cinq journaux sur la même semaine pour voir combien d'héroïnes y figuraient et quel rôle elles jouaient. Des personnages féminins, il y en a très peu. Pourtant, dans la société il y a au moins autant de femmes que d'hommes. Pourquoi cela ?

Nous avons pris *Spirou*, *Tintin*, *Pif*, *Super As* et *Mickey*. Dans *Spirou*, sur dix-neuf histoires, trois seulement ont un héros féminin. Il y a la « Mouette », c'est le nom de l'héroïne. Elle se bat courageusement à la tête de sa bande. On trouve aussi *Yoko Tsuno* et *Didi*, héroïne revêche. On

trouve trois autres histoires où les femmes sont des héros secondaires ou bien font partie du décor sans jouer aucun rôle. Dans *Tintin*, sur quinze histoires, on en trouve quatre où des femmes jouent un rôle secondaire. Dans *Ric Hochet*, la jeune bonne est enlevée, dans *Martin Milan*, Adeline est recherchée parce qu'elle a un microfilm dans un grain de beauté ! Dans *Comanche*, on trouve une héroïne. Dans *Arsène Lupin*, les femmes sont là pour se faire voler leurs bijoux. Dans *Super As*, seule Julie Wood a un rôle principal, c'est d'ailleurs le titre de la bande. C'est une championne de moto cross, mais elle se décourage à l'approche d'une course : elle dit à son coéquipier : « Sois sans crainte, Craig ! je suis toujours ton homme ! »

qui a un rôle très effacé, toujours les yeux baissés, obéissant à son fiancé et à Rahan lui-même.

Les femmes du clan servent les guerriers ! *Pif* est un journal du groupe Vaillant appartenant aux dirigeants du PCF.

Dans *Mickey*, huit histoires sur dix-sept présentent des personnages féminins. Dans *Bambi*, c'est la mère qui élève les enfants, dans *Hagar du Nord*, elle doit obéir et faire la vaisselle, elle peut être cuisinière, le meilleur rôle c'est encore celui de sorcière dans *Picou*.

## UN REFLET DE NOTRE SOCIÉTÉ ET PAS UN HASARD

La bande dessinée reflète la réalité de notre société dans laquelle les femmes n'ont pas le beau rôle. Actuellement, en temps de crise, on leur dit de rester chez elles, au chômage. Le fait qu'il n'y ait pas d'héroïne dans les bandes dessinées prépare dans la tête des enfants le terrain à ces idées sur le rôle passif des femmes dans la société, cantonnée à une place secondaire. Nous devons connaître ces bandes dessinées pour en discuter avec nos enfants et combattre ces idées.

Léon CLADEL



Dessin extrait de « La sorcière » de « Picou ».

Voici une lettre envoyée par un lecteur de *L'Humanité-dimanche* pour critiquer *Pif* sur les questions relatives au rôle des femmes, des races et civilisations.

Je voudrais vous soumettre quelques réflexions suite à l'article de Maguy Roire (*Humanité dimanche* du 7 au 13 mars 1979) : « Jouer au papa et à la maman ». M. Roire semble s'étonner du résultat du sondage publié dans *Pif gadget*. Les définitions reproduisent des schémas en cours dans la presse enfantine, y compris dans *Pif*. Je lis régulièrement *Pif* (destiné en principe à mes deux filles) et j'y prends beaucoup de plaisir, mais, à la réflexion, on constate que, notamment sur les images des rapports hommes-femmes, *Pif* s'en tient à l'image de l'idéologie dominante. Quelques exemples : tous les héros sont masculins (*Rahan*, *Fanfan*, *Docteur Justice*, *Taranis*, *Capitaine Apache*). Lorsque les femmes sont représentées, elles sont dans le rôle inférieur : « Les femmes des âges farouches », s'occupent des enfants, Iowa, la femme indienne de l'Irlandais, attend patiemment... avec inquiétude, que ses « hommes » d'époux et de fils sortent de leurs aventures. La sœur de *Taranis* a besoin d'aide et de protection. Que penser de l'image de *Corinne*, dans *Corinne et Jeannot*, la chipie personnifiée !

Et pourtant, à lire « Je discute », courrier des lecteurs de *Pif*, les enfants réclament des héroïnes, un *Rahan* amoureux et sexué, etc. D'autres questions aussi relatives aux races et civilisations... *Rahan* est blanc, beau, blond... Très souvent, les autres hommes des âges farouches ont un aspect négroïde et asiatique. *Justice* est blanc. *Taranis* est assisté de *Yambo*, géant noir, mais dont l'appoint est essentiellement apporté par la force...

Voici quelques idées lancées. J'ai volontairement insisté sur les traits que je considère comme discutables. Cela n'enlève rien, ni d'une part au plaisir que mes enfants et moi prenons à lire *Pif*, ni par ailleurs, à d'autres traits fondamentaux, positifs, qui sont dans *Pif*. Je cite pêle-mêle : fraternité humaine, démythification des superstitions dans *Rahan*, dénonciation de la corruption, des lâchetés, de l'exploitation dans *Justice*, dénonciation des crimes des soldats blancs dans « *Capitaine Apache* », appel à l'héroïsme dans *Taranis*, *Fanfan*, etc. Ces quelques idées sans prétention, pour souhaiter un débat et une analyse plus approfondis sur la presse enfantine.

Jean LOZIER

## Dossiers de l'écran, mardi 24 :

«La classe ouvrière va au Paradis»

# Tuer l'espoir de briser les chaînes

MARDI 24 avril, « Les Dossiers de l'écran » abordent le thème du travail manuel. Le débat se fera autour de la question « l'homme qui travaille de ses mains est-il nécessairement une machine ? ».

Pour illustrer le sujet, A 2 présente un film italien de Elio Petri *La classe ouvrière va au Paradis*, sorti en 1971 et palme d'or en 1972, au festival de Cannes.

Il est difficile de savoir à l'avance l'intérêt du débat car nous n'avons pas la liste des participants, et la question posée permet de mettre tout ce qu'on veut derrière. En revanche, le film d'Elio Petri mérite d'être regardé avec attention : c'est un film qui appartient au courant « réaliste » du cinéma italien qui veut dépeindre au plus près une réalité sociale. Il veut montrer la classe ouvrière italienne dans les années 1970-1971 quand les cendres de 1968 ne sont pas encore éteintes.

Il décrit avec beaucoup de force l'exploitation et les cadences, mais c'est pour montrer avec encore plus de force que la classe ouvrière, enchaînée, intoxiquée,

trahie, ne peut être que condamnée à l'exploitation.

C'est le long cheminement de Lulu Massa, ouvrier à la chaîne, qui prend conscience de l'exploitation quand sa machine lui coupe un doigt et qui se laisse « entraîner » par les « gauchistes » sous les portraits bienveillants de Lénine et de Mao. Et finalement il est sauvé de la mise à pied et du licenciement par un syndicat montré comme collaborant avec le patron.

De sa révolte brève, il ne reste qu'amertume et désillusion. « L'avenir de la classe ouvrière, c'est un mur et du brouillard », rêve symbolique qui termine le film.

Ce film suscitera sans doute de très nombreuses discussions et ses grandes qualités de réalisme ne doivent pas faire oublier que l'entreprise d'Elio Petri, est de tuer chez les travailleurs tout espoir de lutte, et pire encore, d'appuyer le courant qui voulait assimiler, « étudiants », « révolutionnaires » et « petits rigolos » pour mieux enterrer le souvenir des luttes qui ont eu lieu durant l'année 1968 en Italie comme en France.

## DE PIF A MICKEY LES HÉROÏNES AUX YEUX BAISSÉS

Dans cinq autres histoires, les femmes jouent un rôle secondaire : une femme noire dans *Dancooper* avec des réactions racistes. Sinon des femmes protégées et sauvées par de grands héros dans des histoires de cow-boy.

*Pif*, sur sept histoires en bandes dessinées, on trouve une seule héroïne *Har-ka*

# « Nous organiserons la lutte encore plus vivement pour que la MFTC puisse vivre à Beauvais »

CET article a été réalisé par un délégué CGT de la manufacture françaises des tapisseries et couvertures, entreprise employant environ six cents personnes. Il retrace pour nous l'historique des luttes de ces travailleurs du groupe Agache-Willot (propriétaire aussi des usines Boussac) pour la survie de leur usine à Beauvais.

La restructuration qui se produit depuis plusieurs mois dans le groupe Agache-Willot a déjà eu des conséquences très graves à la MFTC-Beauvais. En novembre 1978, la direction annonçait une centaine de suppressions d'emplois. Les syndicats CFDT, CGT, après bien des difficultés, arrivaient à trouver un plan d'action qui était le suivant :

- Débrayages d'informations suivis à 100 % par le personnel (ouvriers, employés, maîtrises et cadres).

- Alerte des pouvoirs publics (mairie, députés, sénateurs).

- Négociations auprès de la direction sur les points suivants :

a) Augmentation des pré-retraites avec garanties de ressources satisfaisantes.

b) Remplacements des départs volontaires par des licenciés.

Actuellement, le chiffre de cent licenciements a été ramené à environ 25 plus 17 pré-retraites.

Mais le vendredi 6 avril, la direction annonçait encore 24 licenciements qui toucheraient principalement le secteur employés. Nous décidions donc, avec la CFDT, de riposter immédiatement à la nouvelle attaque des fossoyeurs du textile.

Nous organiserons la lutte encore plus vivement pour que la MFTC puisse vivre à Beauvais. Aujourd'hui, les syndicats se battent sur les revendications de trente-cinq heures par semaine et de travail à mi-temps pour les volontaires (exemple les mères de famille intéressées).

Ce qu'il faut dire, c'est que l'avenir de la MFTC nous semble bien sombre. Nous devons rentrer dans le Consortium général textile le 17 avril et de ce fait être divisés en deux secteurs : le secteur tapis et le secteur couvertures.

Dans le Consortium, qui comprendra 28 000 travailleurs, il sera facile de supprimer un secteur lorsque celui-ci ne sera plus rentable, que représenteront 200 travailleurs dans un groupe de cette importance ?

## APPEL A TOUS LES TRAVAILLEURS DU GROUPE AGACHE-WILLOT ET DU CONSORTIUM GENERAL TEXTILE

Les luttes à la MFTC s'annoncent très difficiles, les organisations syndicales et les travailleurs de cette entreprise ont besoin de votre soutien actif (en plus du soutien syndical).

CGT MFTC  
5, Boulevard St-Jean 60000 Beauvais  
Un délégué CGT de la MFTC

Cet article nous fait bien sentir la nécessité de l'unité des travailleurs de la MFTC, bien sûr, mais aussi de tous ceux des groupes Agache-Willot, Boussac, et Consortium général textile. Seule cette unité fera reculer la direction de la MFTC-Beauvais, aux ordres des frères Willot. Pour eux, les ouvriers de Beauvais ne sont que des chiffres, la liquidation de la MFTC de nouveaux bénéfices.

Avec les travailleurs de la MFTC, nous lançons un appel à tous nos lecteurs travaillant dans le Consortium général textile pour que l'unité se fasse.

Quelles sont les autres luttes en cours ?

La MFTC-Beauvais n'est qu'une étape pour les Willot. Après Beauvais, à qui le tour ? Ensemble, faisons-les reculer ! Pas un seul licenciement à la MFTC-Beauvais !



La cuisine du foyer de l'Angevinière au Mans.



Un espace minuscule dans la chambre avec trois lavabos.

## Thomson restructure, LMT absorbe Ericsson Et l'emploi dans tout ça ?

De notre correspondant banlieue sud-ouest

**M**ERCREDI 18, environ 250 travailleurs de LMT (Boulogne) et de LMT-installation étaient présents à Boulogne (siège social) lors de la tenue du comité central d'entreprise qui devait porter sur le rapprochement entre LMT et Ericsson. Ils étaient venus affirmer leur volonté de refuser de faire les frais de cette restructuration qui vient s'ajouter aux menaces qui pesaient déjà sur la téléphonie.

Au cours du CCE, la direction a annoncé qu'Ericsson était absorbé par LMT. La nouvelle société comptera 18 000 personnes dont 70 % dans la téléphonie, le reste étant réparti sur 5 autres divisions (simulateurs, composants, systèmes de commutation, électrohydraulique). La raison avancée par la direction pour justifier cette opération : « L'accroissement de la compétitivité sur le marché mondial ».

En ce qui concerne les conséquences sur l'emploi, la direction a affirmé que cette absorption n'aggraverait pas la situation. Ben, voyons !

Mais les travailleurs présents n'ont pas été dupes. Ils savent qu'ils n'ont rien de bon à attendre de tout cela. Cette opération rentre dans le cadre de la restructuration de l'électronique, la téléphonie en particulier. Elle ne pourra se faire que sur le dos des travailleurs. C'est pourquoi les syndicats CGT et CFDT des installations LMT et Ericsson appellent dès maintenant à un rassemblement devant le siège social de la Thomson, mercredi 25 avril.

## Chaudronnerie de Saint-Nazaire Manifestation contre les licenciements

De notre correspondant Saint-Nazaire

**L**ES travailleurs de la chaudronnerie de Saint-Nazaire ont manifesté mardi 10 et mercredi 11 avril à l'appel des syndicats CGT et FO contre les licenciements. La direction a, en effet, lors du comité d'entreprise du 9 avril annoncé 51 licenciements et 21 mises à la pré-retraite (dans notre édition du 12 avril, nous n'avions pas fait la distinction entre les licenciements et les mises en pré-retraite).

Ils ont manifesté devant la sous-préfecture et se sont rendus à la mairie.

Ils demandent, en particulier, que la SNIAS, qui emploie déjà une partie du personnel de la chaudronnerie, en sous-traitance, et dont les charges de production augmentent, emploie les licenciés.

## Foyer du bâtiment, rue de l'Angevinière au Mans

### L'association de défense s'oppose à la fermeture Journée «portes ouvertes» à partir de 15h

**L**E foyer du Bâtiment rue de l'Angevinière au Mans. Un bâtiment de trois étages aux allures modernes, au milieu des maisons du quartier des Batignolles. Pour 110 travailleurs immigrés qui y vivent encore, c'est leur « maison ».

Depuis deux, quatre, dix ans même, pendant toutes ces années, l'union patronale du bâtiment s'est rempli les poches sans rien déboursier par contre pour l'entretien du foyer. Or, voilà que maintenant, elle veut les mettre tous à la porte. Une journée portes-ouvertes aura lieu le 30 avril pour s'opposer à la fermeture du foyer, annoncée pour le 30 juin.

Créé par l'Union patronale du bâtiment et inauguré par Le Theule en 1968, le foyer de l'Angevinière au Mans fut vite rempli. Prévu pour 300, on y entassa jusqu'à 450 travailleurs. Il y en avait partout, dans la salle de télé, au sous-sol où ils dormaient sur des lits "pour transporter les morts" selon leur expression (les brancards). Ils étaient entassés jusqu'à quatre ou cinq par chambre payant un loyer exorbitant pour l'époque (100 F par lit en 1969, soit 500 F par chambre alors qu'un loyer F 3 coûtait 350 F).

### SANS RIEN DEBOURSER

Il existait des fonds pour entretenir le bâtiment. Mais rien n'est sorti des caisses, ni du Fonds d'action sociale, ni des 0,2 % patronaux réservés à la rénovation ou à la construction de logements pour immigrés. Le résultat, c'est la dégradation rapide de cet immeuble : peintures lépreuses, plâtres qui dégringolent sur les réchauds ou... dans la casserole, éclairage défaillant, etc.

En 1974, une première grève eut lieu, suite à la décision des patrons de rationner l'eau chaude. Les résidents demandaient aussi la rénovation du foyer et la baisse des loyers.

## VIGILANCE CONTRE LES EXPULSIONS

Aujourd'hui, il faut être vigilants. Pourquoi les patrons du bâtiment ferment-ils le foyer ? Est-ce seulement, comme ils l'invoquent, pour des raisons financières, des coûts de gestion trop élevés ?

La gestion ne leur a pas coûté bien cher. La vraie raison c'est que les immigrés ils n'en veulent plus, ou moins. Une étude de l'INSEE et de l'Observatoire économique de l'Ouest prévoit la diminution de moitié du nombre de travailleurs immigrés d'ici 1986.

Après l'échec de « l'aide au départ » (12 résidents seulement sont partis en 1977), le projet de nouvelles mesures pour accélérer le départ est très dangereux. Conserver un logement, c'est déjà s'opposer à ces mesures qui prévoient que les travailleurs migrants fassent la preuve qu'ils ont des ressources suffisantes.

## UNE JOURNÉE DE SOLIDARITÉ

L'association de défense du foyer du bâtiment créée pour s'opposer à la fermeture organise une journée portes-ouvertes le 21 avril.

La section du Mans du Parti communiste marxiste-léniniste appelle tous ses militants et tous les travailleurs à venir manifester leur solidarité.

## TEMOIGNAGES

« Maintenant que j'ai passé 20 ans en France sans prendre de congé, je me retrouve au chômage et le ministre Stoléro me donne un million pour que je parte. Qu'est-ce que c'est un million ? Je suis venu en France quand j'étais jeune. J'ai travaillé, j'ai payé pour ma retraite et maintenant, il faut que je laisse tous mes droits à la retraite et que je retourne dans mon pays et recommence à travailler comme un jeune pour la retraite et tout. Il est fou le ministre, non ? »

« J'ai 51 ans, je suis au Mans depuis 1973, mon patron a fait faillite et je suis au chômage. Je cherche du boulot toute la journée. L'autre jour, je vais voir un patron qui voulait m'embaucher : « Tu me donnes la prime de panier ? - Non. Tu me donnes la prime de transport ? - Non. Tu prends en charge la moitié de mon loyer ? - Non. » J'ai foutu le camp, ils voudraient qu'on travaille pour rien ! Je paie 385 F de loyer par mois pour un lit dans une chambre de trois lits, parce que je suis chômeur.

Son voisin intervient : « Moi, je travaille et je paie moins ; je paie 207,20 francs par mois ».

« Avant, c'était pas comme ça. Ils avaient besoin de nous. Une caisse lourde sur le chantier avant on la portait à deux. Maintenant, si tu veux pas la porter tout seul : « Va au bureau tu prends ton compte, qu'on te dit. Si on arrive dix minutes en retard, on nous dit : « Retourne chez toi, tu ne travailles pas aujourd'hui, va te coucher ». Et on se retrouve avec une journée de perdue. L'autre jour, je suis arrivé deux minutes après l'embauche et le chef d'équipe, il voulait que je retourne au foyer. J'ai refusé et il a quand même accepté que je travaille ».

Correspondant Le Mans

## BLOC-NOTES

### FOYER SONACOTRA «LANOUE» de MONTREUIL

Meeting de soutien aux résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, en grève depuis quatre ans.

- Contre les mesures racistes de Stoléro ;  
- Pour l'unité des travailleurs français - immigrés ;  
Samedi 21 avril à 14 h 30 - Maison ouverte, 17, rue Hoche, Montreuil (garderie d'enfants assurée).

CONTRE LES EXPULSIONS  
CONTRE LES SAISIES - ARRÊTS SUR SALAIRE  
CONTRE LA FERMETURE DES FOYERS  
CONTRE LES PROJETS DE LOI STOLÉRU  
POUR L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

LE SAMEDI  
21 AVRIL A 15H  
PLACE  
DE LA BOURSE  
A  
STRASBOURG

A l'appel  
du Comité de coordination  
et de soutien  
des résidents  
des foyers Sonacotra

**TOUS A LA MANIFESTATION REGIONALE  
DES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE**

Contre les mesures racistes de  
Stoléro-Bonnet  
Français-immigrés, tous dans la rue

MANIFESTATION  
LE 21 AVRIL A 13 h 30

Rassemblement : mairie de Saint-Denis  
(Métro Basilique)

- Non aux provocations et à l'arbitraire ; renouvellement immédiat et sans condition de nos titres de séjour !
- La police, les gérants racistes, hors des foyers !
- Non aux saisies-arrêts sur les salaires des résidents grévistes !
- Non à la fermeture des foyers !
- Non au projet raciste de Stoléro contre les immigrés !

A l'appel des comités de résidents de la Seine-Saint-Denis, soutenue par les organisations : UCFml, ASTI Saint-Denis, PSU Saint-Denis, CSCV, Francs Moisis, Métallurgie CFDT 93 Nord, UL-CFDT de Saint-Denis, ICR 93, Permanence antiexpulsions de Saint-Denis, Comité Français-immigrés du lycée Paul Eluard, JCR 93, Comité de parti Martyrs de Châteaubriand du PCML (93), En avant prolétaires, PCI, UD-CFDT, PCRml, PS de Saint-Denis.

Troupes vietnamiennes  
hors du Kampuchea (Cambodge)  
Soutien à la guerre de  
résistance du peuple du Kampuchea

**Manifestation**

Le samedi 28 avril à 10h  
A l'appel du  
Comité des Patriotes du Kampuchea  
démocratique en France, soutenue  
par une trentaine d'organisations  
françaises et étrangères

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

**l'humanité rouge**

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesse  
Commission Paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

HR : Il y a des menaces de licenciements à Eurocéral, le contrat avec Eurodif se termine en 1981. Alors, comment voyez-vous l'avenir ?

J. (35 ans, marié, 3 enfants) : C'est sûr, il va y avoir des licenciements.

P. (30 ans, marié, un enfant) : Ou alors, des départs volontaires.

J. : La tactique qu'emploie la direction, c'est ça : faire partir les gars d'eux-mêmes de manière à ce qu'il n'y ait pas à faire de licenciements économiques et puis, s'il en reste quelques-uns, ils seront licenciés.

P. : La direction propose de faire des stages FPA et même, si on avait une place, ils nous aideraient à partir !

M. (25 ans, marié, un enfant) : Ils ont proposé deux places aux « Salins du Midi » à deux ouvriers. Ils veulent faire croire à l'image du patron qui cherche du travail aux ouvriers ! Ils proposent des places et cherchent à faire partir les gens.

J. : C'est plus facile de licencier 400 ouvriers que 700. Je vois un licenciement progressif jusqu'à une certaine limite et après ils licencieront tout le monde ; ou alors, ils garderont un noyau de 100 à 200 ouvriers pour une éventuelle reconversion.

M. : En plus des départs volontaires, il risque d'y avoir des licenciements avant 1981.

LA TACTIQUE DE LA DIRECTION

F. (22 ans, célibataire) : Moi, pour me dégoûter, ils m'ont fait tourner de partout, dans trois ou quatre ateliers, un jour ici, deux jours là.

P. : Ils laissent entendre que les licenciements, ils partiront du frittage<sup>1</sup>. Ils essaient de recasser les gars en journée normale pour les isoler encore plus parce que le frittage, c'est une force ; ce sont les plus combattifs, les grèves sont parties de là, ils veulent casser cet atelier : ils essaient de diviser encore plus les gars en supprimant les pauses toilette par exemple.

M. : Mais il y aura une limite à cette campagne de dégoût pour le travail : le problème est de savoir s'ils se contenteront de cette campagne qu'ils auront orchestrée ou s'ils iront plus loin, quitte à faire 200 ou 300 licenciements pour faire tomber l'effectif déjà en 1980 pour finir avec 150 personnes en 1981. Mais faut-il faire confiance à la direction qui dit : on va continuer à tourner jusqu'en 1981 avec l'effectif réduit par les départs volontaires ?

TIRER DES LECONS DES DERNIERES GREVES

HR : Il y a eu des grèves importantes en décembre 1976 et juin 1978. Les avez-vous vécues ? Que vous ont-elles apportées ?

P. : Pour la grève de 1976, on n'y était pas (en moyenne, les travailleurs présents travaillent depuis deux ans à Eurocéral).

J. : En juin 1978, il y a eu une mauvaise information de la part de la CGT (seul syndicat avec FO). Moi, par exemple, les délégués du personnel ne sont jamais venus me contacter, les gars de mon atelier non plus. Ils ont contacté les gars qui étaient syndiqués et pas les autres.

Quant à la façon dont la grève a été menée, ça a été rapide et c'était difficile d'organiser quelque chose : J'ai su, par ailleurs, que des cadres voulaient faire des revendications et donc se joindre à la grève et ils n'ont pas été pris en con-



Manifestation en juin 1978 alors que les ouvriers d'Eurocéral étaient en grève.

# EUROCERAL A MONTPELLIER

## Le patron se prépare à licencier, les ouvriers à lutter

5 ouvriers d'Eurocéral racontent

De notre correspondante Languedoc-Roussillon

**D**ANS l'entreprise Eurocéral, à Montpellier, qui fabrique des tubes de céramique alumineuse et emploie 900 personnes environ, des menaces de licenciements ont commencé à planer. Nous avons rencontré cinq travailleurs d'Eurocéral qui nous ont expliqué comment ils se préparent à faire face, en particulier en tirant les leçons des luttes passées.

**CONDITIONS DE TRAVAIL :** Dans chaque atelier, problèmes importants d'hygiène et de sécurité : sols glissants au filage, poussière d'alumine au tronçonnage, vapeurs de mercure au contrôle ; de façon générale, surtout l'été, une très forte chaleur et en permanence un bruit intense. Jusqu'à juin 1978, la production quotidienne a été supérieure aux objectifs prévus par la direction. Depuis l'automne 1978, blocage du nombre des titulaires, arrêt de l'embauche, arrêt de l'emploi d'intérimaires. Les contrats des temporaires ne doivent pas être renouvelés en juin 1979 (60 personnes sont touchées).

### Eurocéral

Pour mieux connaître Eurocéral, mis en service en 1975. **PRODUCTION :** Tubes de céramique alumineuse de 80 cm de long et 0,25 cm de diamètre. Ils sont utilisés dans les piles atomiques (type Phénix) pour filtrer l'uranium (à très grande vitesse, l'uranium lourd se sépare de l'uranium léger par freinage et filtrage au travers de tubes) puis est enrichi. Les tubes sont obtenus au cours de traitements successifs de la pâte, dans les différents ateliers, puis contrôlés, emballés et expédiés. **LES FINANCES :** Lafarge (filiale CEC) : 50 % Norton (USA) : 50 %. Principal client : EURODIF, société multinationale, créée par la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, l'Iran. **LE PERSONNEL** au 31 décembre 1978 : Ouvriers : entre 600 et 650 Ensemble des cadres : entre 200 et 250. Au total, près de 900 employés (chiffre très important pour la région). Parmi eux, 10 % de femmes et 1,5 % d'étrangers. La classe ouvrière est très jeune : dans l'usine 500 personnes ont moins de 30 ans et, parmi les ouvriers, 250 sur 600 ont moins de 25 ans. Les plus âgés sont principalement des petits propriétaires terriens, victimes de la crise viticole, qui viennent chercher à Eurocéral un salaire leur permettant de rester au pays.

sidération. A mon avis, c'est un tort. Cette grève, elle n'a pas apporté grand-chose. Mais pour moi, question camaraderie, j'ai vu qu'il y avait des gars qui pensaient aux copains ; j'ai compris ce qu'était la solidarité.

Il y a un autre résultat positif : c'est qu'après la grève, les délégués du personnel sont venus plus souvent dans mon atelier pour discuter. Avant, ils ne le faisaient pas.

P. : Toi, tu dis que les délégués ne faisaient pas leur boulot. Moi, je pense qu'ils l'ont fait, mais surtout, ils restaient dans leur coin, discutaient entre eux et ne disaient rien sur leurs intentions. Finalement, la plate-forme de revendications mise en avant après quelques jours de grève a fait oublier les motifs réels de la grève.

Ph. (20 ans, célibataire) : La grève a été détournée. Elle est partie sur les revendications de chaleur, ensuite contre le licenciement d'un syndiqué, ensuite sur la plate-forme revendicative. Cette plate-forme, elle a noyé la grève.

F. : Pour moi, il n'y a pas eu assez d'unité entre syndiqués et entre les syndiqués et les non-syndiqués. Et puis, ça c'est arrêté trop vite. On aurait pu continuer la lutte, faire des tracts...

On a mené la lutte trop à l'extérieur et pas assez à l'intérieur de la boîte et on n'a pas tout fait pour faire débrayer les gars. Il n'y a pas eu assez de travail de préparation de la part du syndicat, et en plus, il n'a pas toujours respecté les décisions de l'assemblée générale. Par exemple : en assemblée générale, on décide d'aller occuper les bureaux pour obliger la direction à nous recevoir et les délégués refusaient alors que la majorité l'avait voté. Là, c'était une faute des délégués.

QUE TOUS PRENNENT CONSCIENCE DU PROBLEME DE LA DIVISION.

HR : Comment comptez-vous lutter contre ces licenciements qui s'annoncent et cette campagne de dégoût menée par le patron ?

P. : Cette campagne de démolition essaie d'isoler les ouvriers, de les diviser, l'action serait que tous prennent conscience de ce problème et qu'on arrive à faire l'unité dans l'entreprise et, avant tout, refuser la dégradation des conditions de travail que veut imposer le patron. Le syndicat devrait s'occuper de cela.

J. : C'est le travail du syndicat d'informer continuellement, de bien s'informer sur ce qui se passe dans l'usine.

P. : Quelquefois, la grève, c'est aussi de l'argent perdu, c'est pourquoi il faut organiser un soutien financier. On pourrait même envisager de créer une caisse de soutien en cas de grève future...

M. : Avant, ça existait à la CGT. J. : Il faut développer l'information. Faire des tracts, c'est bien. Mais il faut aussi discuter avec les gars, leur demander leur avis, écouter ce qu'ils disent, tous, syndiqués et non-syndiqués. Il faut que tout le monde prenne conscience de la gravité de la situation à venir.

Il vaut mieux perdre une semaine et garder son emploi ! Et c'est une bonne information qui permettra d'être bien préparé à la lutte.

Et ce que nous attendons de votre parti, c'est d'informer les gens sur ce qui se passe à Eurocéral, que tout le monde sache ce qui s'y prépare. Déjà, en parler dans votre journal, c'est bien.

\* Nous publions de larges extraits de cette longue interview. Les intertitres sont de la rédaction.